

Chères administratrices, chers administrateurs,

Comme dans tous les métiers en lien avec le monde agricole, mais aussi comme citoyens et citoyennes, SUD a été profondément interpellé par la crise de la DNC bovine qui sévit dans le pays depuis plus de huit mois et a connu son dernier épisode médiatique en privant le Salon international de l'agriculture de nombreux animaux.

De manière assez nouvelle, ce sont les souffrances psychologiques des éleveuses et éleveurs, ainsi que celles des professionnel·les directs et indirects des métiers d'élevage – vétérinaires, conseillers, gendarmes, etc – qui ont focalisé l'attention du grand public et des analystes. Certes, ces souffrances sont apparues cette fois particulièrement aiguës, quand l'abattage de leurs animaux a menacé tous les éleveuses et éleveurs pour sauver les capacités d'exportation de quelques-uns, une justification qui a semblé à la fois purement économique (mais la question économique fait souffrir aussi) et en contradiction totale avec l'argument de souveraineté, en pleine discussion sur le Mercosur. Cette focalisation était donc nouvelle, mais pas surprenante. L'attachement à l'animal de rente était déjà en creux dans la manifestation des colères agricoles depuis plus de 10 ans. Il expliquait en partie l'agacement face à la réglementation sur le bien-être animal, qui pour reprendre les mots d'une responsable d'OP laitière : « a mis le feu dans les campagnes : mais pour qui on nous prenait ? ». Il explique peut-être aussi la persévérance de certains éleveurs et éleveuses malgré la dette et l'incertitude du revenu. Certes, les conditions d'élevage sont très différentes entre bovins allaitants en plein air et élevages hors-sol. Mais, comme il ne peut y avoir de bien-être animal en conditions d'élevage intensif, nous faisons l'hypothèse qu'il ne peut y avoir de bien-être humain – cet autre animal – à conduire un élevage intensif. Il est intéressant à cet égard de constater que les mesures de progrès consistent, par le biais du numérique, à s'éloigner du contact avec l'animal pour pouvoir poursuivre l'intensification sous l'argument de la précision.

Plusieurs de nos Centres Inrae sont très mobilisés sur les questions liées à l'élevage, et nos organisations syndicales sont implantées sur plusieurs territoires portant ces thématiques. Nous partageons la vision que vous avez répétée au dernier Conseil d'administration : ces élevages expérimentaux sont essentiels pour la recherche et l'évaluation de nouvelles pratiques d'élevage. Nous en avons besoin, le numérique ne pourra pas s'y substituer. Vous partagerez j'espère avec nous le constat que nous avons d'énormes marges de progrès à réaliser en matière de Qualité de vie dans ces espaces de travail, qu'ils soient expérimentaux ou productifs. La pénibilité des tâches, les difficultés de recrutement, l'isolement dû aux contraintes ou à la distance, les échanges parfois ténus entre les activités « prestataires » et la commande scientifique, et occasionnellement le conflit de valeur vis-à-vis des modèles intensifs, tout cela contribue à de trop nombreuses situations de souffrance au travail. Nous devons nous saisir de ces questions, qui rejoignent celles portées par le concept « One health » : pas de bien-être animal sans bien-être de la ou du professionnel, ni sans compréhension de la ou du consommateur du rôle de l'élevage dans une agriculture durable. Cette problématique est d'autant plus saillante qu'il y a d'autres maladies réglementées qui menacent d'entrer sur le territoire avec les mêmes mesures d'abattage total si l'aléa se réalise : clavelée, peste des petits ruminants, peste porcine africaine, fièvre aphteuse et les foyers d'influenza aviaire repartis de plus belle. La balance coûts-bénéfices des modes d'élevage, intégrant la santé mentale, nous semble un sujet urgent et qui mériterait d'être revisité par le Comité d'éthique depuis sa saisine de 2015 sur le BEA.